



L'agriculture urbaine dans le bassin méditerranéen, une réalité ancienne à l'heure du renouveau

Marc Lavergne

► To cite this version:

Marc Lavergne. L'agriculture urbaine dans le bassin méditerranéen, une réalité ancienne à l'heure du renouveau. CIHEAM. Urbanisation et agriculture en Méditerranée : conflits et complémentarités, L'Harmattan, pp.580, 1995. halshs-00399681

HAL Id: halshs-00399681

<https://shs.hal.science/halshs-00399681>

Submitted on 28 Jun 2009

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'agriculture urbaine dans le bassin méditerranéen, une réalité ancienne à l'heure du renouveau

Marc Lavergne

Chercheur au CNRS
Laboratoire Géotropiques
Université Paris-X Nanterre

Introduction

Les deux termes d'urbanisation et d'agriculture paraissent de prime abord antinomiques : la croissance urbaine repousse d'évidence les étendues cultivées toujours plus loin, la ville étant dévoreuse d'espace et, de préférence, d'espace agricole, comme on le verra plus loin. Mais bien plus, le monde urbain et le monde rural paraissent en opposition radicale, qu'il s'agisse des modes de vie, des valeurs qui les sous-tendent, de leur vision du monde. Leur opposition va au-delà de la dichotomie établie par les statisticiens et les économistes entre le secteur primaire, qui regrouperait les activités productives de richesse tirées directement des ressources naturelles, qui seraient le propre du monde rural, des activités secondaires et tertiaires, de transformation et de commercialisation, qui seraient réservées à la ville. Or l'existence d'une agriculture urbaine (intra-urbaine et péri-urbaine), différente de l'agriculture pratiquée en milieu rural, et qui a tissé avec l'environnement urbain des rapports complexes, faits d'antagonismes mais aussi de complémentarités, montre que les rapports entre urbanisation et agriculture ne sont pas aussi tranchés.

Tout comme les processus de croissance urbaine dans leur ensemble, l'agriculture urbaine doit être évaluée non pas seulement dans son état présent, mais dans une perspective dynamique : il s'agit en effet d'une activité en évolution rapide, depuis le milieu du siècle dernier qui a vu les villes du Tiers-Monde entamer leur fulgurante croissance. Entre les jardiniers de Sanaa et les pépiniéristes de bordure d'autoroute du Caire, il y a un monde de différences : non pas seulement d'activité, de type d'entreprise, commerciale ou familiale, mais aussi de mentalité, de culture, de vision du monde...

Cette agriculture présente des aspects très variés :

- variété dans l'espace, puisqu'elle est influencée par le niveau de vie et de développement économique, ce qui permet de distinguer nettement les formes qu'elle revêt dans les pays du nord et dans ceux du sud. A l'intérieur de ceux-ci, elle est également très variée, en fonction de la place qu'occupe l'agriculture dans la gamme des activités pratiquées, de l'ancienneté et le rythme de l'urbanisation, de la répartition des richesses et de la diversité des modes de consommation en milieu urbain.
- variété dans le temps, puisque la croissance urbaine est par définition un processus évolutif, non seulement quantitativement, mais aussi qualitativement. L'agriculture urbaine, dont les origines sont aussi anciennes que l'apparition des villes (que l'on songe aux jardins suspendus de Babylone...) a évolué rapidement, avec le brusque démarrage d'une croissance urbaine exponentielle au XX^e siècle. Entrée en crise, elle trouve aujourd'hui des formes d'adaptation qui pourraient assurer sa pérennité. On serait donc en voie de parvenir à un nouvel équilibre entre l'urbanisation et l'activité agricole ; il serait différent de celui qui a prévalu durant des siècles, et serait fondé sur un besoin réciproque, garant d'une meilleure qualité de vie en ville et

d'une meilleure adéquation de l'agriculture avec les besoins d'une population de plus en plus massivement urbanisée.

1. Un intérêt nouveau de la part des chercheurs ?

L'agriculture urbaine fait l'objet depuis quelques années d'un intérêt renouvelé de la part des chercheurs comme des aménageurs, des nutritionnistes comme des spécialistes du développement¹. Cet engouement correspond à une prise de conscience des problèmes qui découlent de la croissance urbaine rapide dans les pays du Tiers Monde et au souci de répondre à la crise urbaine et à la paupérisation inquiétante des métropoles du Tiers-monde, en tous cas de leurs banlieues et quartiers périphériques sous-intégrés, en proie à des malnutritions naguère réservées aux zones rurales les plus touchées par l'exploitation coloniale. D'autre part, elle répond à un désir d'esthétique humaine, d'environnement et de cadre de vie qui compenserait la croissance incontrôlée des métropoles du Tiers Monde par une intégration avec le milieu rural, gage d'équilibre non seulement économique, mais aussi écologique et psychologique.

Cet engouement concerne uniquement les pays du Sud, bien que le phénomène concerne aussi les métropoles du Nord, où les raisons en sont quelque peu différentes, mais le mouvement de reprise de l'agriculture urbaine tout aussi entamé : le souci de nourrir les villes passe là au second plan par rapport au souci esthétique et écologique, de lutte contre les pollutions et l'envahissement du béton. Ce ne sont donc pas les mêmes chercheurs, les mêmes disciplines, qui s'intéressent à l'agriculture urbaine au Nord et au Sud. L'agriculture urbaine, dans cette perspective, n'est pas perçue comme un reliquat de pratiques rurales en voie de résorption aux marges ou au cœur de la ville, mais comme une des voies de l'intégration de la société rurale au monde urbain. Elle offre une contribution de proximité de la campagne au ravitaillement urbain, un accès possible à une alimentation bon marché et équilibrée pour les classes pauvres récemment urbanisées.

L'intérêt s'est tout d'abord porté sur le cas des grandes métropoles d'Amérique du Sud, d'Afrique noire ou d'Asie du Sud et d'Extrême-Orient, où les migrants ont développé des pratiques de survie fondées sur leur expérience du maraîchage, ou de l'élevage domestique, issues de sociétés à dominante rurale.

2. Littoral, Bassin méditerranéen ou Monde arabe : le choix d'un cadre pertinent pour l'étude

Le pourtour méditerranéen est lui aussi un espace d'antiques civilisations urbaines, qui ont intégré des formes variées d'activités agricoles dans leur développement, soit pour nourrir des concentrations croissantes de population sur un espace restreint, soit pour satisfaire les besoins de couches sociales disposant d'un pouvoir d'achat élevé. Mais l'étude de cette interaction entre urbanisation et agriculture pose un problème heuristique fondamental : en effet, le cadre spatial retenu implique une hiérarchisation des facteurs explicatifs ou des approches de l'agriculture urbaine ou périurbaine, selon que sont privilégiées les données naturelles, économiques ou culturelles. Trois cadres spatiaux, dont les différences ne tiennent pas tant à l'espace recouvert qu'aux acceptions qui les sous-tendent, peuvent ainsi être évoqués :

¹ Comme en témoigne la revue internationale « Urban Agriculture Magazine » publiée par le Resource Center for Urban Agriculture (RUAF). www.ruaf.org.

- le premier fait appel à la notion de littoral, c'est-à-dire à une localisation à la fois maritime et exiguë, le long d'un trait de côte et au maximum sur la plaine côtière lorsqu'elle existe. Espace attractif par sa planéité et sa situation sur des axes majeurs de la concentration humaine au tournant du XX^e siècle ; le choix de ce cadre signifierait une approche par le milieu physique et les conditions économiques qu'il implique, avec la planéité supposée qui facilite une agriculture intensive, irriguée, des implantations urbaines privilégiées, qui servent d'interfaces entre les arrière-pays et l'au-delà de la mer (Huybrechts, 1998);
- le second fait référence à un ensemble plus vaste, le bassin méditerranéen, espace forgé par l'histoire et la culture à partir d'un milieu climatique commun, autour de ce *mare nostrum* qui fut le berceau d'une civilisation aux traits souvent similaires d'une rive à l'autre (URBAMA, 1991). Le bassin méditerranéen présente à la fois les caractéristiques d'un écosystème fragile par son aridité et ses sols et une forte croissance démographique qui s'accompagne d'une urbanisation rapide (Lavergne, 1995). Mais il est en même temps partagé entre une rive méridionale et orientale qui appartient au monde du Sud, et une rive septentrionale qui forme l'une des assises de l'Union Européenne. D'où aujourd'hui, des relations divergentes d'une rive à l'autre en ce qui concerne les relations entre l'agriculture et l'urbanisation, dans la mesure où toutes deux obéissent à des règles économiques et sociales très décalées (Plan Bleu, 1996).
- le monde arabe constitue une aire culturelle relativement homogène, dotée d'une certaine unité politique et sociale, et présente même de fortes ressemblances économiques, dans la mesure où le rôle de l'Etat y est partout affirmé et où l'économie repose beaucoup sur une rente pétrolière directe ou indirecte. Ces facteurs ont beaucoup influencé les formes et le rythme de l'urbanisation. C'est pourquoi il paraît justifié d'avancer, en dépit des variations sensibles du climat et des conditions naturelles, des rivages de la Méditerranée aux déserts, que c'est ce cadre qui offre les meilleures possibilités de compréhension des évolutions contemporaines de l'agriculture urbaine.

En affinant l'analyse, on pourrait d'ailleurs opérer une distinction entre le Maghreb et le Machrek, pour ce qui est des processus d'urbanisation et des rapports entre les villes et leur environnement rural. Mais ce cadre privilégié ne doit pas faire négliger les phénomènes liés à des processus plus généraux tels que la littoralisation, dont la métropole beyrouthine offre un exemple (Huybrechts, 1998 ; Lavergne, 1999), ou à l'appartenance d'une grande partie du monde arabe au bassin méditerranéen. D'autre part, un processus tel que la métropolisation, expression urbaine de la mondialisation, bouleverse aujourd'hui les rapports entre urbanisation et agriculture urbaine, relativisant ou intégrant les dimensions précitées liées à la localisation littorale, ou au sein du bassin méditerranéen ou du monde arabe.

L'agriculture urbaine dans le monde arabe : un cas à part

On peut avancer que l'agriculture urbaine est constitutive du fait urbain dans le monde arabe, depuis la plus haute Antiquité. On peut y voir différentes raisons : l'une d'entre elles tenant à ce que ces cités, aux fonctions militaires, administratives et surtout commerçantes, requéraient une nourriture qui ne pouvait pas être fournie par les citadins se livrant à d'autres activités. Mais l'importation sur de longues distances était impossible, s'agissant de denrées périssables, compte tenu de la lenteur des déplacements à l'époque, de l'absence de techniques de réfrigération, et du peu de volume pouvant être transporté par les animaux de bât (n'oublions pas que les carrioles et autres véhicules à roue étaient inconnus dans cette aire de civilisation).

Dans le monde arabe, l'état des lieux proposé ici est un travail novateur. En effet, si l'urbanisation du monde arabe au cours des dernières décennies ne le cède en rien à celle des autres régions du Sud, elle s'est opérée ici sous l'effet de politiques de développement fondées sur l'industrialisation, relayées par la rente pétrolière, tandis que les campagnes se sont vues vidées de leur substance sous l'effet de l'émigration et de l'exode rural.

En effet, le monde arabe est composé de pays à revenu intermédiaire, voire à haut revenu, dû au pétrole. Ces pays ont connu une phase de développement centré sur l'industrie ou sur une agriculture mécanisée sur de grands domaines, souvent gérés par l'Etat après des réformes agraires plus ou moins radicales. Tant du point de vue des secteurs d'activité que du niveau de revenu requis, l'agriculture urbaine a été totalement négligée des programmes de développement.

Il est donc indiscutable que l'agriculture urbaine ne pèse pas ici d'un même poids dans l'alimentation de la population urbaine, ni dans la valeur ajoutée de la production urbaine, ni dans l'emploi fourni aux actifs urbains, que dans de nombreuses métropoles du Sud (Troin, 1995). Et pourtant, si l'on va plus loin que les formules reçues concernant le rouleau compresseur de la croissance urbaine, on s'aperçoit que l'agriculture urbaine subsiste dans de nombreuses grandes villes, souvent discrète, voire clandestine, échappant aux statistiques et au fisc, mais qu'elle fait preuve d'une vitalité renouvelée, tout en se diversifiant dans ses productions, dans ses objectifs et dans ses marchés (Boissière, 1999).

La recherche en est rendue d'autant plus délicate, puisque l'absence de données chiffrées doit être palliée par des enquêtes de terrain fragmentaires et qu'il paraît impossible d'obtenir une vue globale de l'importance de l'agriculture urbaine pour le phénomène urbain pris dans son ensemble. L'agriculture urbaine ne se présente en effet pas comme un ensemble homogène, continu spatialement, mais le plus souvent comme un patchwork de lieux et d'activités intriqués dans la fabrique urbaine, dans les mailles et les interstices épargnés, souvent de manière temporaire, par l'urbanisation.

On touche là à un autre aspect qui est celui de la mobilité de cette agriculture, sans cesse menacée, sous la contrainte de la spéculation foncière et des impératifs de l'aménagement urbain, menacée par l'incompatibilité entre ses pratiques et ses exigences et celles de la société urbaine, en termes de pollution, d'utilisation des voies de communication, d'accès à l'eau...

Cette difficulté à saisir et à mesurer l'objet "agriculture urbaine" se double du fait que la recherche s'efforce de conjuguer une approche classique, d'observation et de compréhension des phénomènes, et une approche à visée plus pratique, celle des urbanistes ou des nutritionnistes qui, chacun en leur domaine, ont pour objectif de donner ou de rendre à l'agriculture urbaine une place centrale dans l'aménagement et dans le ravitaillement urbain. Le danger de ce genre d'approche est bien connu, c'est celui de prendre parti en faveur de l'objet que l'on cherche à promouvoir, comme s'il y avait là une solution miracle au problème à la fois de l'urbanisation du Tiers-monde, mais aussi de la malnutrition et pourquoi pas du sous-emploi et de la pollution, voire même de la violence qui ravage les grandes villes en question.

Agriculture intra-urbaine et péri-urbaine : une distinction pertinente ?

L'agriculture urbaine a été évoquée jusqu'ici sans faire la distinction entre agriculture intra-urbaine et agriculture périurbaine. On peut se demander quelle est la pertinence et la

signification de cette distinction. Il ne fait pas de doute qu'il existe, spatialement, une agriculture qui se pratique à l'intérieur du périmètre urbain, c'est-à-dire dans les interstices du bâti, dans des espaces réservés, soit du fait de leur inconstructibilité définitive ou de leur vocation agricole affirmée et juridiquement consolidée, soit de manière temporaire, en attendant une valorisation suffisante du terrain sous la pression de la demande foncière. Il existe d'autre part, une agriculture de périphérie, qui peut être soit une antique ceinture maraîchère, soit la campagne qui se trouve progressivement rattrapée par la ville.

En réalité, la distinction à opérer est plus fonctionnelle que spatiale : elle est entre une agriculture dont l'espace et les activités sont grignotés par l'avancée urbaine, et ceux qui résistent et même se développent en symbiose avec l'urbanisation, dont ils deviennent partie prenante ; en cela, la localisation au sein ou aux marges de l'espace urbain apparaît comme secondaire, et ne joue que comme un facteur explicatif de la pression foncière, des difficultés plus ou moins grandes d'accès, de pollution, etc. C'est pourquoi il paraît plus judicieux de distinguer entre des formes héritées de l'agriculture urbaine, des formes dégradées de l'agriculture rurale grignotée et condamnée par l'urbanisation, et des formes novatrices, nées soit de circonstances et de situations de crise alimentaire ou urbaine, soit de formes émergentes d'une nouvelle agriculture, répondant à des besoins accompagnant la croissance urbaine et exploitant les carences et les discontinuités spatiales.

Un exemple : l'élevage urbain

Au Caire, les beaux quartiers de Doqqi étaient encore il y a vingt ans desservis, chaque matin, par les laitiers à bicyclette, distribuant en porte à porte leurs louches de lait frais tirées de deux lourds bidons, ou des piles de yaourt "nature", servis dans des coupelles de terre cuite. Ces laitiers venaient de Kirdasa ou des villages de la proche campagne à l'ouest de la ville, à laquelle ils accédaient par les faubourgs encore ruraux, mais transfigurés par la vague de HLM en brique écrue avançant au milieu des champs de luzerne (Ireton, 1988, CEDEJ, 1990). C'était, à l'époque, le seul moyen de consommer des produits laitiers frais (quoique parfois coupés d'eau à la propreté douteuse, pour faire poids) dans l'agglomération du Caire. Aujourd'hui, la multiplication des supérettes offrant du lait pasteurisé, provenant d'élevages industriels des nouvelles terres bonifiées dans le désert, conjuguées avec les soucis hygiénistes des édiles de ces beaux quartiers, peuplés d'expatriés et de la nouvelle bourgeoisie, a chassé ces éleveurs ; la vague d'urbanisation a submergé leurs villages, les contraignant souvent à abandonner l'agriculture ou à se déplacer plus loin, à trop grande distance de leurs clients. Pourtant l'élevage des vaches laitières demeure présent en ville même, dans les quartiers populaires, où ils fournissent un appoint nutritif apprécié à un prix accessible. Près des marchés, on peut voir les bufflesses se nourrir des déchets végétaux qu'elles disputent aux chèvres omniprésentes.

L'élevage urbain connaît un essor nouveau dans des villes comme Beyrouth, où il est pratiqué dans des étables quasi-clandestines, sous des hangars de tôle, au milieu des quartiers de banlieue populaire où vivent les déplacés de la guerre ; mais on le trouve également florissant dans des villes comme Khartoum ou Nouakchott, où il assure la subsistance des populations pastorales qui s'agglomèrent en ville, poussées par la sécheresse ou l'insécurité (Lavergne, 1999 ; Franck, 2000). Il s'agit là d'adaptations à des situations de crise, mais qui exploitent les lacunes du ravitaillement urbain dans des villes à forte croissance. Nées de la nécessité pour des migrants de survivre en se fondant sur les seules compétences dont ils disposent, elles peuvent évoluer vers des formes de plus en plus sophistiquées et durables (diversification de la

production, rapprochement du consommateur potentiel, séparation des fonctions de producteur et de distributeur...).

Autres exemples : jardins urbains et ceintures maraîchères

Le monde arabe a poussé à l'extrême la symbiose entre milieu urbain et agriculture : l'oasis, cité environnée de jardins sous palmeraie au milieu d'un désert, en exprime la quintessence (URBAMA, 1989). Mais chaque cité, née d'une source ou d'un fleuve en milieu aride, pourvoit à sa nourriture par une ceinture de jardins cultivés avec soin. Ce modèle, implanté en Espagne andalouse dans la huerta, est parvenu jusqu'à nous avec l'archétype de la « Pentapole » du Mزاب, qui allie la citadinité altière d'une population regroupée autour de son marché et de ses mosquées ou ceux des ghoutas de Damas ou d'Alep, pourvoyeuses de fruits et de légumes réputés, grâce à l'eau des torrents qui les abreuvent au sortir des enceintes urbaines.

Il faut distinguer là deux formes d'agriculture, correspondant à deux formes de complémentarité avec la ville : certes, les jardins urbains, comme à Sanaa intra-muros, fournissent l'alimentation quotidienne des citadins (Boissière et Maréchaux, 1995) ; mais ils fournissent aussi des produits commercialisés par les réseaux marchands des villes, qu'il s'agisse de dattes comme dans le Mزاب ou de fruits conditionnés sous forme de pâtes, de confits, comme les abricots de Damas.

Une autre raison qui a favorisé la naissance d'une agriculture intensive dans les jardins fruitiers et maraîchers, dans ou au pourtour des villes, était la disponibilité d'une fumure et d'eaux usées issues de la présence humaine en ville. Quelles que fussent les préventions supposées à l'égard de l'engrais humain dans le monde arabo-musulman, on pouvait encore voir naguère les charrettes des jardiniers de Sanaa récoltant au pied des hautes demeures les déjections destinées à leurs carrés de légumes.

Ce n'est donc qu'au cours de ce siècle que s'est opérée la déconnexion entre la ville et sa ceinture nourricière et que les activités agricoles ont été exclues des plus grandes villes : la croissance urbaine s'est traduite par une demande d'espace, mais aussi d'eau, tandis que les évolutions des transports et de la technique du froid permettaient d'élargir l'aire d'approvisionnement en denrées périssables, et que les considérations hygiénistes et les besoins urbanistiques repoussaient l'agriculture et l'élevage urbain loin des centres. Repoussée, la ceinture maraîchère n'en a pas disparu pour autant. La croissance urbaine a engendré de nouveaux besoins, tout en mettant à disposition des agriculteurs de nouveaux moyens : outils, moyens de transport, de conservation, de transformation des produits, circuits commerciaux ouvrant de nouveaux marchés sur place comme à longue distance.

3. L'agriculture face à l'avancée de l'urbanisation

La poussée urbaine depuis la seconde moitié du XX^{ème} siècle a, partout dans le monde arabe, bouleversé les formes et le rôle de l'agriculture urbaine. L'agriculture intra-urbaine a souvent complètement disparu, incapable de résister à la hausse vertigineuse du prix des terrains voués au lotissement : les interstices du tissu urbain ont donc été comblés, d'autant plus aisément que la pratique agricole devenait difficile devant l'augmentation du trafic automobile, la demande d'eau avoisinante, et que les mutations technologiques permettaient l'importation à bas prix de produits agricoles de première nécessité venus de loin et que se mettaient en place des circuits de distribution de masse, intermédiaires entre les producteurs et les consommateurs. Ces

jardins urbains ne subsistent plus que comme espaces d'agrément, ou comme des îlots préservés par leur localisation géographique (cas de l'île de Touti, au confluent des deux Nils, à Khartoum), par la nature d'un sol inconstructible (anciennes carrières, etc.) ou par la volonté des habitants et des mesures réglementaires de protection architecturale (cas des jardins de Sanaa).

L'agriculture péri-urbaine a elle aussi fait face à deux types de situation : les villes s'étendant spatialement sur leur pourtour, les terres cultivées environnantes ont été progressivement loties, d'autant qu'en dépit des interdictions promulguées çà et là en vue de protéger un terroir agricole précieux, ces terres sont les plus attractives, car elles forment un sol plat et meuble aisé à construire et à viabiliser. La ville s'est ainsi de plus en plus trouvée entourée de terres agricoles proprement rurales, où n'existait pas de tradition de complémentarité avec la ville : la ceinture maraîchère, qui assurait la transition entre la ville et la campagne au sens étymologique du terme, a disparu, sauf lorsqu'elle a pu se reconstituer pour garder son rôle de pourvoyeuse de produits frais pour les marchés urbains.

Mais dans de nombreux cas, cette substitution n'a pas été possible, comme dans le cas des oasis entourées par la steppe ou le désert. En Arabie Saoudite ou à Bahreïn, les antiques oasis se meurent, privées d'eau, les aquifères de surface étant ponctionnés pour les besoins des agglomérations proches (Qassim) ou lointaines. Le développement agricole impulsé par les autorités se déroule alors non pas dans ces contrées d'antique tradition paysanne, comme le Hasa, mais dans les vastes bassins sédimentaires où sont découverts des aquifères profonds, loin de toute agglomération.

Il en va de même pour les ghoutas de Damas et d'Alep, sacrifiées à la poussée urbaine, non pas tant par détournement de l'eau (bien que celle-ci, après son passage à travers la ville, soit de moins en moins abondante et de plus en plus polluée), mais par expansion de nouveaux quartiers comme Jérmana, souvent à l'encontre de toute législation (Hervé, 2000). L'agriculture qui s'y maintient est en sursis, les agriculteurs n'y investissent plus et délaissent l'arboriculture au profit du maraîchage, qui n'exige pas d'investissement à moyen et long terme.

Sur les littoraux favorables, faits de plaines bordières et fertiles, si exiguës soient-elles, l'urbanisation entre en concurrence directe avec l'agriculture, et en particulier l'agriculture irriguée, la plus productive : l'extension urbaine s'opère de préférence sur les terres agricoles, comme le montre dramatiquement le cas de l'Égypte (Fanchette, 1997). Outre l'avantage en termes de coût de construction, les terres agricoles de plaine offrent celui d'être aisées à viabiliser. La concentration urbaine entraîne une "durcification" du littoral, envahi par les constructions de béton, ainsi que l'on peut le constater de l'Anatolie à la Tunisie en passant par le Liban, pour n'évoquer que les rives orientales et méridionales de la Méditerranée. Au Liban, ne subsistent plus des riches plaines agricoles du littoral que quelques lambeaux menacés, tandis qu'en Tunisie, c'est le tourisme qui est à l'origine de la disparition des orangeries entre Hammamet et Nabeul (Chérif, Kassah, 1995). Or le tourisme, s'il est une source de revenus lucrative, est sensible aux soubresauts politiques et aux modes sur lesquels le pays d'accueil n'a aucun contrôle.

L'exemple tunisien montre de façon exacerbée les deux tendances qui se conjuguent pour renforcer la pression urbaine sur les zones littorales : l'une provient de l'intérieur du pays, il s'agit de l'exode rural vers les régions les plus dynamiques, l'autre est liée à l'afflux touristique venu de l'extérieur, l'essor touristique renforçant l'attrait pour les migrants de l'intérieur.

Le mouvement de conquête des terres agricoles péri-urbaines peut même prendre des formes violentes ou délinquantes à l'encontre des agriculteurs, lorsque des mafias investissent le terrain de la spéculation immobilière. Celle-ci semble être un moteur de la guerre en Algérie, dans des régions périurbaines comme la Mitidja, où la hiérarchie militaire cherche à déloger les paysans en laissant massacrer en toute impunité des familles de villageois. On connaît également le rôle des conflits fonciers dans les conflits qui ont déchiré le Liban, ou aujourd'hui la Corse, où le rôle de l'Etat dans la régulation foncière est mis en défi.

Sans même aller jusqu'à ces pressions de groupes sociaux concurrents, cette agriculture résiduelle est obérée par la pollution des eaux d'arrosage, le passage d'effluents industriels ou domestiques toxiques et les gaz d'échappement automobiles qui nuisent à la qualité et à l'hygiène des produits. L'encerclement par le tissu urbain pose le problème de l'évacuation des déchets et des eaux usées, chargées de pesticides ou de résidus de fertilisants naturels ou chimiques. Des tensions naissent avec le voisinage et les autorités au sujet des exigences contradictoires de la circulation des engins agricoles et des animaux et celle du trafic automobile. Enfin les sols eux-mêmes, victimes du tassement et du manque de micro-organismes, s'appauvrissent, les fertilisants chimiques n'étant pas en mesure de reproduire la structure du sol privé de fumure. Si le terroir se désagrège, il en va de même des systèmes agraires, handicapés par le morcellement des terres agricoles qui rompt les systèmes d'irrigation, les voies de communication et empêche, le cas échéant, la rotation des assolements.

La société paysanne se désagrège également et perd de sa spécificité : fortement marquée au départ par le milieu urbain à laquelle elle appartient, elle perd à la fois sa cohésion et la solidarité qui l'identifient au sein de la communauté urbaine, mais également cette appartenance elle-même : au fur et à mesure de l'avancée urbaine, elle se trouve noyée au milieu des nouveaux habitants venus de la ville s'installer dans les nouveaux lotissements, ou des ruraux venus des lointaines provinces s'installer en ville, ou bien elle disparaît en se fondant dans la masse urbaine. Si l'agriculture urbaine parvient à se déplacer, elle est désormais pratiquée par de véritables ruraux sans tradition d'appartenance ni même d'échange avec la société urbaine (Lavergne, 1995).

La symbiose traditionnelle entre société et agriculture urbaines, fondée sur un système d'échanges équilibrés, se mue alors en une domination de type classique de la ville sur la campagne : la propriété foncière passe aux mains de la bourgeoisie citadine qui domine également la transformation et la commercialisation des produits ; des aires de récréation et des zones résidentielles sont imposées à la paysannerie au détriment de ses impératifs techniques et de ses intérêts. Privés d'autonomie, endettés, les paysans suburbains sont alors entièrement soumis, dans le choix de leurs activités comme dans le rythme de leur travail, aux exigences des citadins.

4. Le regain de l'agriculture urbaine

Malgré cet étranglement progressif sous la pression de l'expansion urbaine, certaines agricultures parviennent à se transformer ; elles manifestent même un dynamisme nouveau, fondé sur la réponse à de nouveaux besoins, débouchant sur un nouvel équilibre entre la ville et son environnement rural.

Dans un premier cas, le regain de l'agriculture urbaine répond à une situation de nécessité : dans des situations de crise comme la guerre civile à Beyrouth ou des disettes liées aux crises économiques ailleurs dans le Tiers Monde, les espaces détruits ou abandonnés, voués parfois initialement à d'autres usages (jardins publics, trottoirs, chantiers de construction ou de démolition) sont reconvertis par les habitants en jardins potagers, chargés de fournir une subsistance qui n'est plus assurée par les moyens normaux. Cette situation peut dans certains cas se pérenniser au-delà de la crise qui l'a fait naître, et devenir une source de revenu tant que des usages alternatifs de l'espace occupé ne sont pas rétablis. Il s'agit là d'une agriculture de survie pratiquée par des citoyens qui s'improvisent agriculteurs sous l'effet des circonstances, mais qui peuvent développer, dans certaines limites, leur activité jusqu'à en commercialiser une partie, sous forme de troc de voisinage, ou d'écoulement sur des marchés de quartier.

Si ces formes d'agriculture urbaine demeurent exceptionnelles, elles peuvent être rapprochées de l'agriculture et de l'élevage domestiques pratiqués par des populations rurales récemment installées en ville, où elles continuent d'entretenir une basse-cour, de cultiver un jardinnet, voire d'élever un cheptel familial de chèvres et de quelques vaches.

Dans un second cas, l'agriculture urbaine se reconvertisse pour répondre aux nouvelles contraintes de la pression urbaine, tout en exploitant les nouvelles opportunités offertes par celle-ci. En effet, si l'agriculture urbaine ne peut plus, dans la plupart des cas, ambitionner de ravitailler la population en produits de première nécessité, elle peut cependant trouver des productions dont la valeur ajoutée permet de soutenir la concurrence de la rente foncière, tout en étant peu exigeante en espace et en intrants de toute sorte, et puisse s'accommoder d'un environnement urbain. Elle se spécialise donc vers des produits à haute rentabilité, destinés à un marché urbain solvable (fleurs coupées, spécialités culinaires) exigeant qualité et fraîcheur et des façons culturales exigeant une main d'œuvre qualifiée, pépinières et vergers.

L'agriculture urbaine face à la métropolisation

La métropolisation est la forme privilégiée actuellement de l'évolution des grands ensembles urbains ; c'est un processus complexe, tant sur le plan spatial que fonctionnel et social (Lacour et Puissant, 1999). Liée à l'inscription de ces agglomérations dans l'économie internationale, elle s'accompagne de formes de développement urbain spécifiques, qui influencent le devenir de l'agriculture urbaine.

L'extension urbaine sans retenue de ces agglomérations s'opère au prix de la perte de leur structure traditionnelle, aisément lisible et hiérarchisée, de manière concentrique, autour d'un pôle central. L'extension urbaine ne s'opère plus de proche en proche, mais le long d'axes de communication et autour de pôles secondaires qui prolifèrent en fonction de stratégies d'investissement, des besoins d'espace et d'accessibilité engendrés par l'ère de l'automobile. Ces vastes ensembles urbains, sur lesquels le pouvoir administratif se dilue et est remplacé par des formes multiples de "gouvernance urbaine", s'affranchissent des contraintes des plans d'aménagement.

Dans l'aire qui nous intéresse ici, ils s'étalent dans les plaines littorales et le long des corridors de circulation. Les exemples les plus avancés de ce processus sont au Maghreb : Casablanca qui tend à former une vaste « dorsale atlantique » de près de 200 km de long entre Rabat et Kénitra, et Tunis qui déborde de son site originel en direction du nord, vers Bizerte, et du sud, vers les villes de Nabeul et de Hammamet, ainsi que du cap Bon. Au Machrek, Le Caire qui

avait tenté, avec un succès mitigé, de résoudre le problème de sa croissance par la création de villes nouvelles en plein désert, les intègre sinon dans son tissu urbain, au moins dans sa sphère d'activités, et projette loin des regards de la foule des « gated cities » réservées à ses privilégiés (Hoda et Radwan, 2000). Les centres ruraux du delta se transforment en cités dortoirs où les logements sont accessibles aux jeunes ménages travaillant au Caire. Dans un rayon de 50 km autour du Caire, la trame du terroir irrigué est mitée, morcelée par une urbanisation incontrôlée qui impose une modification des pratiques et des productions agricoles. Le phénomène se retrouve à Amman, où il ne touche cependant que des terres de culture sèche, de céréales ou d'oliveraies, de moindre valeur (Lavergne, 1994). Beyrouth offre une situation intermédiaire, d'extension urbaine de plaine sur des terrains maraîchers en périphérie, mais une capacité de résistance et d'adaptation des agriculteurs renforcée par les nécessités du temps de guerre et l'absence d'une autorité centrale forte en mesure de faire respecter un zonage (Huybrechts, 2001). La plaine de Damour, au sud, garde cependant ses 300 hectares de bananeraies, mais pour combien de temps ?

Le prix des terrains, dans ce contexte d'attraction inégalé de l'ensemble urbain, laisse a priori peu de chances de survie à l'activité agricole : la métropolisation semble en effet manifester le triomphe des fonctions urbaines de tertiaire supérieur, fonctions commerciales, financières, de commandement et de décision. Pourtant, dans cette logique de différenciation, voire de fragmentation sociale, de nouvelles possibilités s'ouvrent pour l'agriculture urbaine. D'une part, la clientèle riche a de nouveaux besoins, spécifiques, dont la valeur ajoutée permet de rentabiliser l'activité ; d'autre part, la clientèle de ces produits de luxe (pépinières, fleurs, fruits tels que les fraises, etc.) s'élargit, surtout si une clientèle touristique s'y ajoute. D'autre part, l'apparente anarchie, qui est en réalité un abandon par les autorités de leur politique de zonage strict et souvent de planification de la croissance urbaine, livrée à la loi du marché, donne une flexibilité nouvelle à l'usage agricole des terrains interstitiels qui se multiplient entre les grands axes de circulation et les zones recherchées en priorité pour les constructions (Vallat, 2000).

Enfin, à l'autre bout de l'échelle sociale, les couches populaires, privées des subventions aux produits de première nécessité, et rejointes par les classes moyennes en voie de paupérisation accélérée, sous l'effet de l'inflation et du blocage des salaires des politiques d'austérité, cherchent des revenus annexes dans la culture de lopins de terrains vagues, tandis que les terrasses et les balcons sont utilisés pour l'élevage de volailles, ou même d'un mouton.

Par le jeu de l'ouverture économique les produits locaux sont mis en concurrence directe avec des importations, souvent moins chères au départ dans des systèmes économiques rentiers comme c'est souvent le cas dans le monde arabe. Ces systèmes fondés sur l'exploitation pétrolière et sur les revenus de l'émigration entraînent par ailleurs un surinvestissement dans l'immobilier qui aboutit au mitage des terres agricoles par les villas d'émigrés qui nuisent gravement à l'agriculture périurbaine, en stérilisant des terres jusque là productives.

Mais la baisse tendancielle de la rente pétrolière et l'orientation vers des économies plus productives à laquelle on assiste actuellement, peut inciter au retour à l'activité agricole, tant de la part d'investisseurs urbains que de petits paysans maraîchers, en activité principale ou de complément : on en voit des exemples jusqu'en Arabie Saoudite, dans le Golfe ou en Irak, où de véritables ceintures maraîchères, aux techniques parfois ultramodernes (cultures hydroponiques autour de Dubaï) (Ladner, 1997) se développent à destination du marché urbain. Mais là encore, la situation est contrastée : les antiques palmeraies de Bahreïn ou de la Bâtinah en Oman abritent des cultures légumières et fruitières à destination des marchés

urbains de Manama (Cazalot Le Morvan, 2003) ou de Mascate. Mais l'urbanisation et la salinisation des nappes phréatiques causée par l'excès de pompage menacent ces terroirs réputés. En revanche, les villes neuves du golfe s'entourent d'exploitations cultivées par une main d'œuvre immigrée du sous-continent indien, et arrosées grâce aux eaux des usines de retraitement.

Une agriculture urbaine partie prenante du développement durable ?

En dehors des aspects qui concernent directement la production agricole, l'agriculture urbaine aujourd'hui peut participer d'une nouvelle gestion de l'espace et de la société urbaine : par un retour aux pratiques anciennes des ghoutas et des villes nichées au cœur d'oasis, l'agriculture périurbaine ou intra-urbaine peut offrir ces "oasis de verdure" tant recherchées par les citadins. Elle peut fournir des filtres à poussières et des endroits de calme et de pureté de l'air, à peu de distance des cœurs de villes congestionnés et pollués. Le maraîchage, la préservation de jardins ouvriers peuvent désormais constituer, et pas seulement dans la région qui nous occupe, mais dans les pays développés également, des milieux à protéger (hortillonnages de la Somme ou de Bourges en France). Des "ceintures vertes" avaient bien été prévues par les aménageurs autour de nombreuses métropoles du monde arabe (Khartoum) pour les protéger des vents de sable en particulier, avec l'interdiction de bâtir sur les terres agricoles périphériques (Le Caire) (Wajih, 1994). La réglementation a rarement été respectée, et les villes d'Egypte s'étendent bien plus sur les terres fertiles que sur les sables du désert, malgré les politiques volontaristes engagées à grands frais. La ceinture verte de Khartoum, de son côté, a été envahie par les déplacés et les squatters qui y ont édifié des quartiers progressivement intégrés dans le schéma urbain (Hillet Mayo, Salama, Carton Kassala, Hillet Kocha...) (Lavergne, 1999).

La métropolisation a pour corollaire, s'inscrivant dans le cadre de la mondialisation, une compétition exacerbée entre des grandes villes qui cherchent à développer leur attractivité vis-à-vis des investisseurs locaux ou extérieurs. Celle-ci passe entre autres par une politique de préservation de l'environnement, gage d'une qualité de vie et d'un cadre attrayant pour les catégories aisées et de paix sociale de la part des catégories plus pauvres de la population. L'agriculture urbaine peut contribuer à cet objectif, dans la mesure où elle s'oriente vers des productions qui perturbent au minimum la vie citadine, tout en fournissant à la fois des espaces de détente, des taches vertes dans l'ensemble urbain ou à sa périphérie, et des produits demandés par les citadins, comme on l'a vu plus haut.

C'est ainsi qu'une agriculture que l'on pourrait qualifier d'agrément se développe dans un rayon assez large autour de certaines grandes villes arabes. Elle est le fait de la nouvelle bourgeoisie, dont les racines rurales sont encore proches, et qui recherche dans la ferme familiale restaurée, ou dans une demeure de type urbain entourée de vergers, une fonction esthétique mais aussi économique. Ces résidences allient la tranquillité loin des embarras de la ville avec le confort urbain et la possibilité de jouir des avantages de la ville. La résidence de week-end devient parfois résidence principale, une fois aménagée et raccordée aux réseaux. La campagne est ainsi mitée par des villas dont l'emprise et l'enclosure peuvent gêner l'activité agro-pastorale, mais qui fournissent de nouveaux produits aux marchés urbains. Ainsi les villas des riches Jordaniens se nichent sur les collines encore agrestes qui dominent la vallée du Jourdain, et celles de la bourgeoisie cairote derrière les haies de conifères et d'eucalyptus qui masquent les "esbahs" de Mansouriyah...

Conclusion

Finalement, on peut se demander si l'agriculture urbaine ne trouve pas son aboutissement, dans cette zone de développement intermédiaire qu'est le monde arabe, dans une intrication progressive avec un milieu rural qui s'urbanise rapidement, sous l'effet des mutations qui lui sont propres (exode rural, orientation vers une agriculture commerciale, voire d'exportation) et sous l'effet du déversement d'une population urbaine aisée qui recherche l'agrément d'une campagne désormais en liaison directe avec la ville et où le style de vie urbain peut être aisément transposé.

Cette campagne périurbaine où, sur les marges de la *badiya*, les champs enclos de jeunes oliviers remplacent les céréales ou les pâturages des tribus nomades, fournit certes ses productions au marché urbain proche. Pour autant, cette proximité n'est qu'indirectement la raison de son succès. Elle ne se développe que grâce à des investissements engendrés par d'autres secteurs de l'économie, elle est le fait de banquiers, d'officiers supérieurs ou de hauts fonctionnaires qui pratiquent le faire-valoir direct, employant souvent des ouvriers agricoles d'origine étrangère. Son succès est dû plus à la qualité de vie offerte aux propriétaires, qu'à la distance réduite entre le lieu de production et de consommation.

Il ne faut pas pour autant oublier que subsiste également une autre agriculture et un élevage urbains qui répondent en contrechamp à la crise urbaine liée à l'apparition de ces nouvelles couches de privilégiés : dans les quartiers populaires, l'élevage laitier, les poulaillers, les jardins potagers assurent une part vitale de l'équilibre nutritionnel de vastes segments paupérisés de la population, et jouent un rôle majeur dans l'intégration à la ville des populations d'origine rurale, souvent déplacées par les guerres ou les échecs des politiques de développement. L'agriculture urbaine reflète bien les deux faces, de plus en plus contrastées des sociétés arabes.

Bibliographie

BOISSIERE T., 1999. *Jardiniers et société citadine dans la vallée de l'Oronte en Syrie centrale*, thèse de doctorat, université Lumière Lyon 2, 750p.

BOISSIERE ET MARECHAUX, 1995 :

CAZALOT LE MORVAN J-Y, 2003. LE PROCESSUS DE DISPARITION DES ESPACES AGRICOLES SUR LE LITTORAL NORD DE BAHREÏN, MAITRISE DE GEOGRAPHIE, UNIVERSITE PARIS-X NANTERRE

CEDEJ, 1990. « Modes d'urbanisation en Egypte », in Egypte Monde arabe, n°1, CEDEJ, Le Caire.

CHÉRIF A., KASSAH A. (éd.), 1995. *L'eau et l'agriculture irriguée en Tunisie*, Faculté des Lettres, Manouba, Tunis.

FANCHETTE S., 1997. « Le delta du Nil, Densités de population et urbanisation des campagnes », Fascicule de recherche n°32, URBAMA, Tours.

FRANCK A., 2000. *Des vaches dans la ville, étude d'un quartier suburbain d'Omdourman, spécialisé dans l'élevage laitier*, mémoire de maîtrise de géographie, Université Paris-IV.

HERVE J., 2000. *Jéromana*, mémoire de maîtrise de géographie, Université de Tours.

HODA E., RADWAN A., 2000. «Le schéma directeur de l'urbanisation du Grand Caire », OUCC/CEDEJ, n°50, janvier, CEDEJ, Le Caire.

HUYBRECHTS E., 1998,. « L'occupation des sols de la côte libanaise », ORBR/CERMOC, n°10, Beyrouth.

HUYBRECHTS E, 2001, « Les extensions urbaines de la région métropolitaine de Beyrouth », ORBR/CERMOC, n° 13, Beyrouth.

IRETON F., 1988, « Du limon au béton : l'urbanisation spontanée à Bulaq ed Dakrou », Bulletin du CEDEJ n°24, CEDEJ, Le Caire, pp 121-150.

LACOUR C., PUISSANT S. (ed), 1999. *La métropolisation. croissance, diversité, fractures*, éd. Anthropos.

LADNER F., 1997. *Ville et environnement en milieu aride : le cas de la région de Dubaï*, mémoire de DEA de géographie, Université de Tours.

LAVERGNE M., 1994, « Autour du concept de "ville petite et moyenne" en Jordanie, quelques réflexions sur le passage du rural à l'urbain dans le l'Orient arabe », Annales de géographie, n°575, pp 5-28.

LAVERGNE M., 1995. « L'urbanisation du Bassin méditerranéen, de l'atteinte aux terroirs agricoles à la protection du cadre de vie », Introduction à Driss Ben Ali, A. Di Giulio, M. Lasram et M. Lavergne (dir), *Urbanisation et agriculture en Méditerranée : conflits et complémentarités*, L'Harmattan-CIHEAM, Paris, pp 17 – 37.

LAVERGNE M., 1999. « Des Emirs de la Montagne à la reconstruction du Centre-Ville : disparités spatiales et littoralisation au Liban à l'ère de la mondialisation », in *Méditerranée* », n°1 -2, pp 35 à 44.

LAVERGNE M., 1999. « De la cuvette du Haut-Nil aux faubourgs de Khartoum : les déplacés du Sud-Soudan », in *Déplacés et réfugiés, la mobilité sous la contrainte*, LASSAILLY-JACOB V., MARCHAL J.Y. et QUESNEL A. (dir.), Editions de l'IRD, Paris, pp 109 à 136.

LAVERGNE M., 1999. « Khartoum, de la ville coloniale au projet islamiste », in *Etude de quelques grandes villes africaines*, coll. Ellipses, pp 124 à 138

Plan Bleu, 1996 : Actes du séminaire « La prospective territoriale en Méditerranée et l'approche par acteurs », Plan d'Action pour la Méditerranée, Plan Bleu/PNUE, Sophia Antipolis, 7-9 novembre 1996.

TROIN J.-F., 1995, « Urbanisation et villes », dans *Maghreb Moyen-Orient mutations*, Paris, SEDES, pp 215-250.

URBAMA, 1989. « Le nomade, l'oasis et la ville », Fascicule de recherche n°20, URBAMA, Tours.

URBAMA, 1991. « L'eau et la ville dans les pays du Bassin Méditerranéen et de la Mer Noire », Fascicule de recherche n°22, URBAMA, Tours.

VALLAT C., 2000. « L'urbanisation illégale dans les grandes villes méditerranéennes : consolidation d'une pratique informelle » in *Les très grandes villes dans le monde*, Dorier-Apprill, Editions du Temps, Paris, pp 105-132.

WAJH A., 1994. « La croissance du bâti dans la région du Grand Caire », OUCC/CEDEJ, n°37, juillet, Le Caire.